



Gérer l'instabilité des marchés agricoles

Hélène DAVID-BENZ (CIRAD)

Patrick RASOLOFO (CITE)

Introduction

- Politiques de stabilisation des prix sont remises à l'ordre du jour depuis la flambée des prix de 2008 et les « émeutes de la faim »
- Recentrage autour des enjeux de sécurité alimentaire
- 2 dimensions :
 - Volatilité en hausse => mécanismes de gestion des fluctuations
 - Hausse persistante => interventions structurelles O/D
- Consensus : l'excès d'instabilité est préjudiciable

Plan

1. Comprendre la volatilité
2. Les différents types d'outils mobilisés
3. Analyse comparative Zambie, Mali, Madagascar
4. Quelques enseignements

Pour qui et pourquoi la volatilité est-elle un problème ?

1. Pour les consommateurs pauvres
2. Pour les producteurs

Consommateurs pauvres	↗	Baisse du pouvoir d'achat
Petits producteurs acheteurs nets	↗	Baisse du pouvoir d'achat Repli vers l'autoconsommation
Petits producteurs vendeurs nets	↘	Baisse des revenus à la récolte Repli vers l'autoconsommation
Producteurs excédentaires	↘	Baisse de revenus Décourage l'investissement

Les causes de la volatilité des prix agricole dans les PED

1. Naturelle : aléas climatiques => variation de l'offre
2. Importée : prix internationaux, fret, taux de change
3. Endogène (liée au fonctionnement du marché) : anticipations, spéculation

Différentes causes => différents outils

2 grands types d'objectifs

4 grands types d'instruments

Objectif / Gouvernance	Stabiliser les prix	Réduire l'impact de l'instabilité
Intervention via par le marché	<p><i>Investissements agricoles :</i> A</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmenter et sécuriser production (réduire dépendance ext) <p><i>Améliorer l'efficacité du marché :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • SIM • Bourses agricoles • Investissements routiers <p><i>Favoriser stockage privé</i></p>	<p><i>Mécanismes assurantiels</i> B</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurances récolte • Réserve financière/assurance publique • Marchés à terme
Intervention directe de l'Etat	<p><i>Interventions pour stabiliser les prix</i> C</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stocks publics • Subventions à la production • Intervention sur les prix (bande de prix) • Réguler import / export 	<p><i>Filets de sécurité</i> D</p> <ul style="list-style-type: none"> • Distribution vivres aux plus vulnérables • Prix subventionnés

Etude de cas 14 pays (GREMA)

Combinaisons d'outils en fonction des profils socio-économiques du pays => différents objectifs

- Pays à faibles revenus (Mg, Mali, Zambie, Kenya, Malawi)
 - Protéger les consommateurs
 - Eviter les « trappes de pauvreté »
- Pays à revenus moyens
 - Développement industriel => faible niveau de prix consommateurs urbains (Thaïlande, Indonésie)
 - Autonomie alimentaire => prix agricoles incitatifs (Inde, Indonésie)
 - Protéger les plus vulnérables = petits agric. (Brésil)
- Pays à revenus élevés
 - Préserver l'agriculture (emploi, multifonctionnalité) (UE, USA, Canada)

Analyse comparative

Zambie / Mali / Madagascar

- Caractéristiques communes

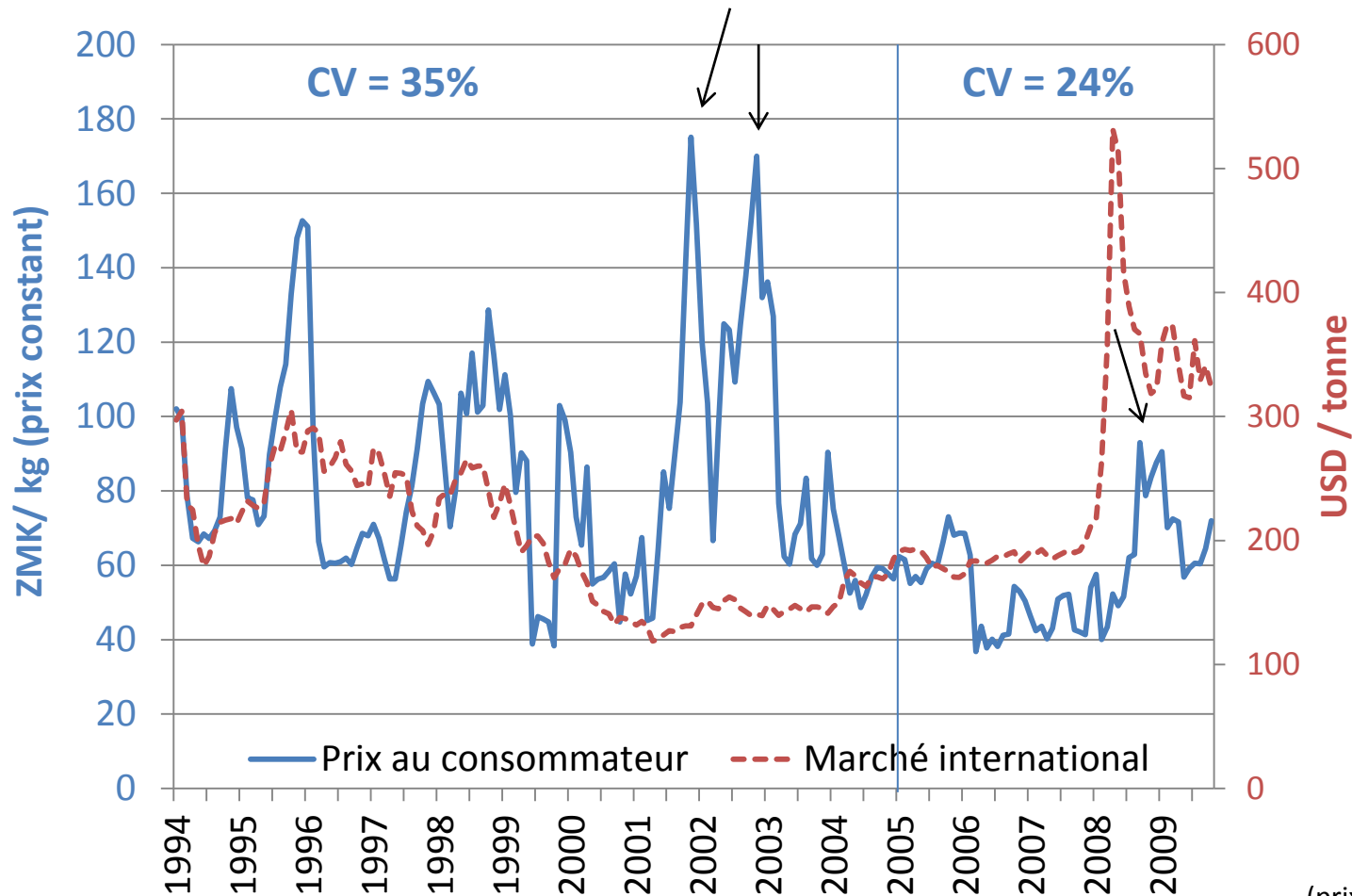
	Zambie	Mali	Madagascar
PIB / tête (USD)	1006	601	461
Population sous le seuil de pauvreté national (%)	59	47	69
Population rurale (%)	64	66	70
Part des céréales dans la disponibilité alimentaire (% calories)	58	69	60
Part des importations dans la consommation de céréales (%)	12	12	14
Céréales dominantes	maïs	mil, riz	riz

(source : World Dev. Indicators Banque Mondiale, ; FAOSTAT)

Zambie

- Prix du maïs historiquement régulé par l'Etat
 - Contrôle des importations
 - Interdictions périodiques d'exporter
 - Stock tampon + subvention des engrais
- Renforcée en 2005
 - Augmentation des achats publics
(1999-2004 : 3% de la production ; 2005 -08 : 18%)
 - Engrais massivement subventionnés
=> 60-70% du budget alloué à l'agriculture

- 2001/02 et 2002/03 : sécheresse. Annonces d'importations publiques => retrait des importateurs
- Depuis 2005 : très forte hausse de la production, plus de stabilité, mais coût ++, sans impact sur la pauvreté rurale



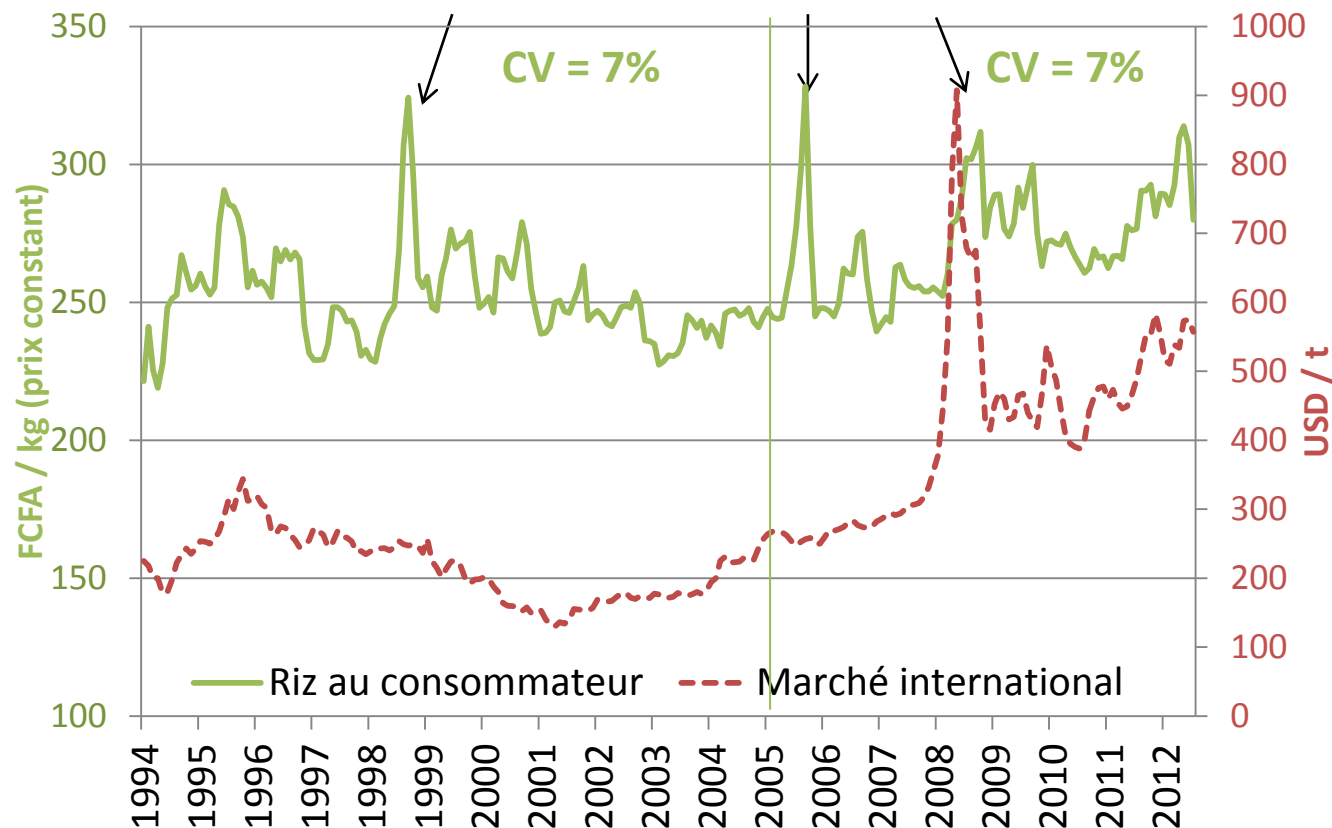
(prix Zambie : AMIC)

Mali

- Peu d'intervention sur les prix du riz avant 2005
- Depuis 2005 (crise des criquets)
 - Exonérations droits de douanes
 - Interdictions d'exporter
 - Stocks publics (stock d'intervention, en complément du stock de sécurité)
 - Relance production (post 2008)

Instabilité moindre que le maïs en Zambie (riz irrigué)

- Crises : 1998 = succession d'années déficitaires ; 2005-06 = criquets ; 2008 = crise internationale
- Peu de différence avant / après 2005
 - Faibles volumes de stocks public (maxi 58 000 t, soit $\sim 1\%$ de la production céréalière)
 Mais stocks privés ont permis d'atténuer la flambée des prix en 2008
 - Contournement des interdictions d'exporter



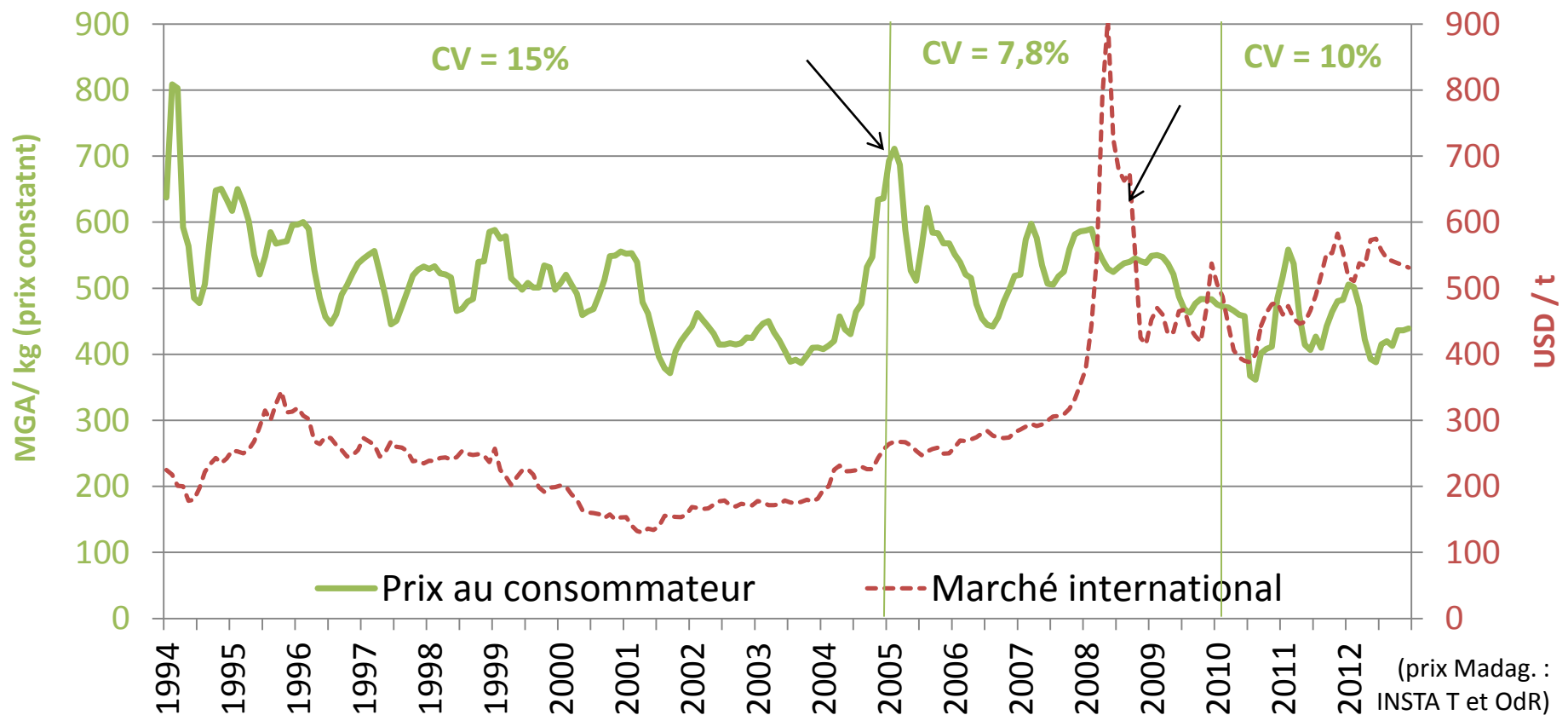
Seul effet significatif :
 exonération de droit
 de douanes sur les
 importations (2005 et
 2008)

(prix Mali : OMA)

Madagascar

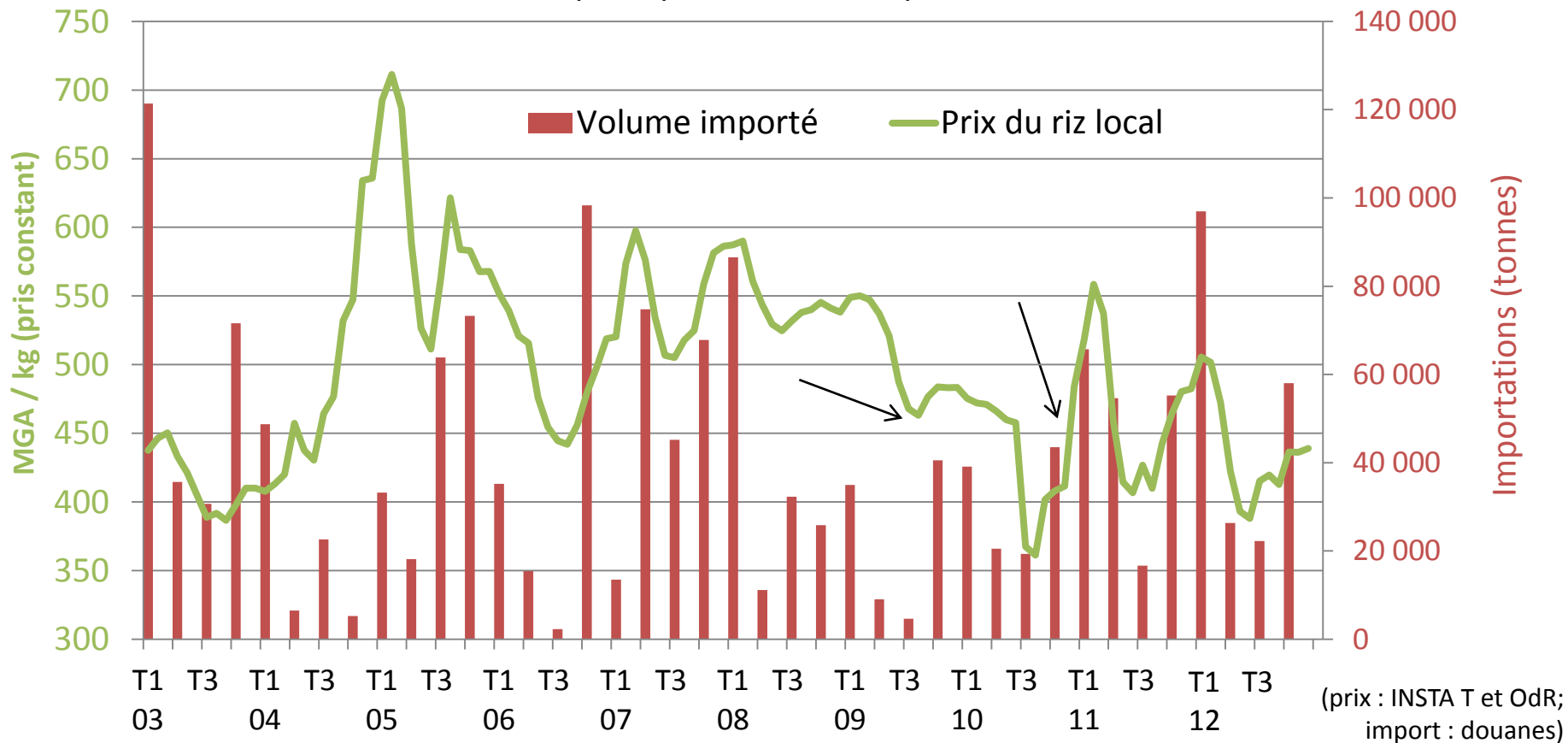
- Interventions publiques depuis la libéralisation :
 - Ajustements des droits de douane à l'import
 - Facilitation d'importations ou contrats publics (en cas de fortes hausses)
 - Distribution à prix « social »
- Fin 2005 : Observatoire Riz et Plateforme de concertation
- 2009 : crise politique

- Crise intérieure 2004-05 : déficit de production sous-estimé, annonce d'importations publiques (=> retrait des importateurs), retard d'exécution et dysfonctionnement (exacerbe la crise)
- 2005-2009 : relativement stable, malgré :
 - Choc cyclonique de 2007
 - Flambée internationale 2008 : anticipation (facilitée par information et concertation) => importations précoces + importations publiques + détaxation



- Depuis 2009 : instabilité accrue, baisse en valeur réelle (à la récolte)
 - 2009 : vary mora à 500 Ar/kg => incertitude sur les interventions de l'Etat => peu d'opérateurs à la collecte
 - 2010-11 : annonce de récolte record, méfiance des opérateurs => baisse à la récolte, peu d'importations, déficit à la soudure (importations publiques tardives)
 - 2011-12 : les prix grimpent à la soudure, malgré production correcte et prix internationaux bas (marges ++)
 - Maintien de la détaxation des importations (pression à la baisse sur le riz local)

Incertitudes vis-à-vis interventions publiques ; PCP non opérationnelle



Facteurs de réussite ou échec

	Crise	Réussite	Facteurs explicatifs
Zambie	2001, 2002 (sécheresse)	Non	Mauvaise anticipation des besoins Imprévisibilité des importations publiques
	2008 (prix internationaux)	Oui	Correcte anticipation des besoins Importance des moyens alloués aux stocks tampons
Mali	2005 (criquets)	Non/ Oui	Insuffisance des moyens alloués aux stocks tampons Déficiência de contrôle des interdictions aux exportations
	2008 (prix internationaux)		Correcte anticipation des besoins Prévisibilité des politiques de contrôle des importations
Madagascar	2004 (cyclones)	Non	Mauvaise anticipation des besoins Imprévisibilité des importations publiques
	2008 (prix internationaux)	Oui	Capacités d'expertises satisfaisantes Prévisibilité des importations publiques
	2011 (crise politique)	Non	Mauvaise anticipation des besoins Imprévisibilité des politiques

Quels enseignements sur les conditions d'efficacité ?

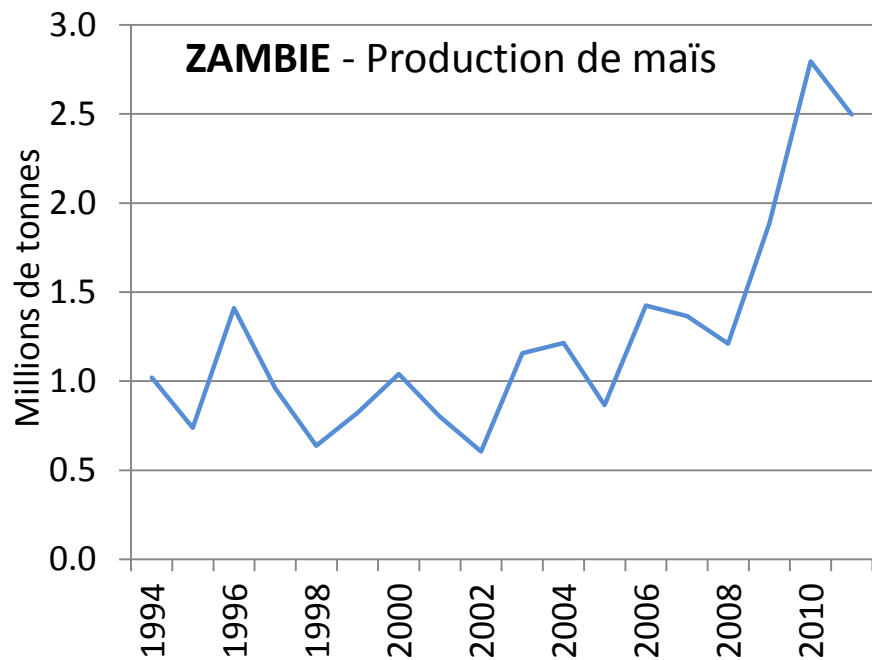
- Conditions techniques
 - Information / expertise (prix, stocks)
 - Maîtrise des coûts des politiques
- Conditions institutionnelles
 - Prévisibilité et crédibilité des interventions publiques (concertation)
 - Effectivité de mise en œuvre et contrôle des mesures

Merci de votre attention

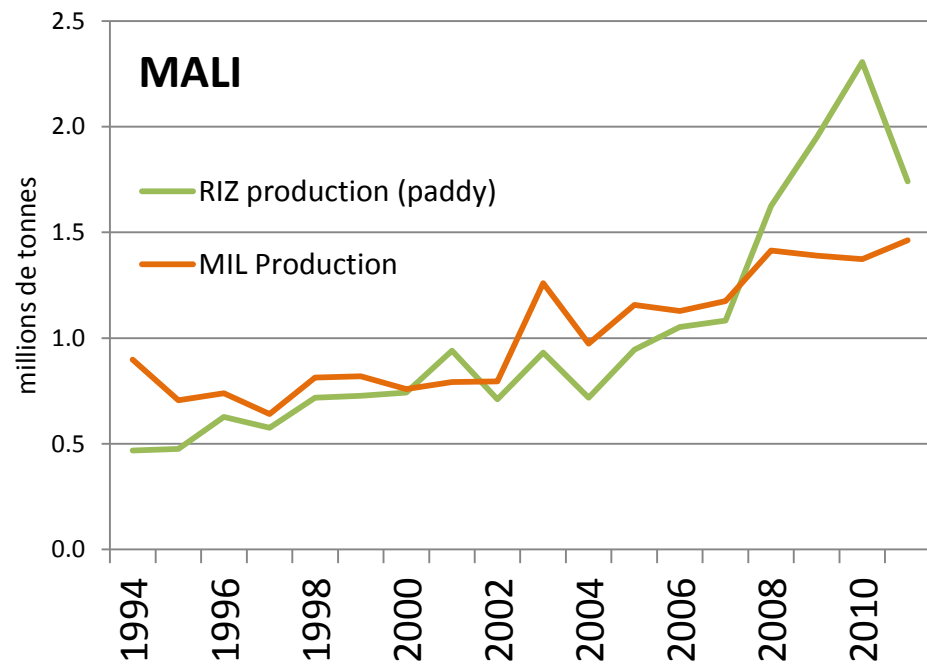
Pour aller plus loin :

- Revue Tiers Monde n°211 (juil-sept 2012) – Les évolutions récentes des cours des matières premières agricoles
- Galtier, 2012. Gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement. A savoir n°17, AFD.
- Inter-réseaux. 2011. Volatilité des prix alimentaires : la guerre des analyses. Bulletin de synthèse souveraineté alimentaire, N°3.
- Gerard et al., 2011. Managing food price volatility for food security and development

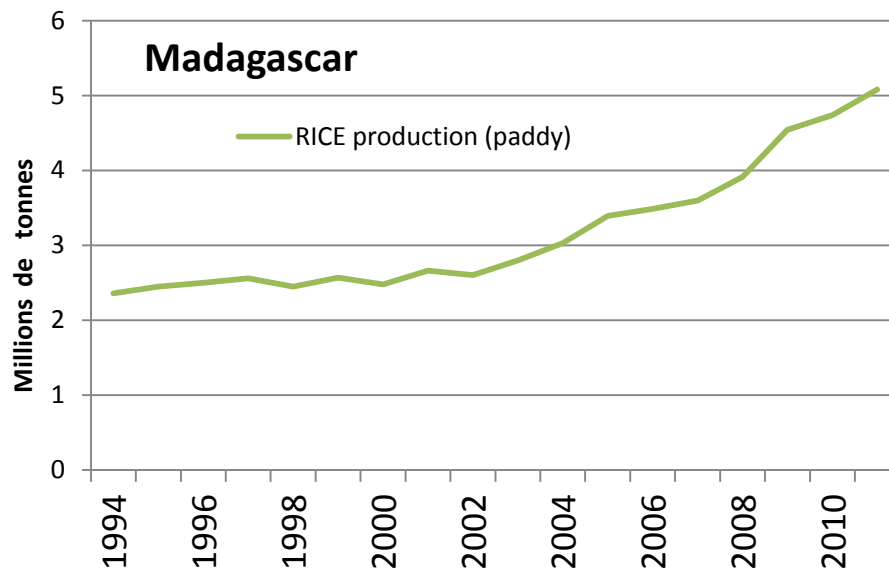
ZAMBIE - Production de maïs



MALI



Madagascar



(source : FAO)